Philippines : protéger les femmes et les enfants de l'exploitation

Partage international n° 325 – Septembre 2015

Interview de Cecilia Flores-Oebanda

par Jason Francis

La foundation Visayan Forum, ONG basée aux Philippines fondée en 1991, se bat contre l'exploitation et l'esclavage sous toutes ses formes, notamment l'exploitation sexuelle et le travail des enfants. Cecilia Flores-Oebanda en est la fondatrice et la directrice. Elle a reçu le Prix Skoll pour l'entrepreneuriat social, le Prix d'honneur des enfants du monde par la fondation Prix des enfants du monde pour les droits de l'enfant, ainsi que plusieurs prix des gouvernements américain et britannique. Jason Francis l'a interviewée pour Partage international.

Partage international : *Quelles sont les formes les plus courantes d'exploitation et d'esclavage aux Philippines et dans le monde ?*
Cecilia Flores-Oebanda : Les plus courantes sont l'exploitation sexuelle, le travail forcé et la servitude pour dettes. D'autres formes incluent les mariages forcés, le prélèvement d'organes et l'enrôlement dans l'armée en particulier chez les enfants. Aux Philippines, la plupart des condamnations de trafiquants portent sur l'exploitation sexuelle des femmes et des filles, mais une attention croissante est portée aux travaux forcés.

PI. *Quels sont les groupes de population et d'âge les plus vulnérables à l'exploitation et à la traite ?*
CO. Les groupes à risques sont les enfants et les jeunes adultes, les travailleurs philippins à l'étranger, les populations dans les zones sinistrées, et les ouvriers des secteurs de l'agriculture et de la pêche.

PI. *Quel rôle joue la pauvreté sur les personnes vulnérables à la traite ?*
CO. La pauvreté augmente leur vulnérabilité car elle est fortement corrélée avec un manque d'éducation et d'accès à l'information, rendant les gens vulnérables à la tromperie et à la coercition par les recruteurs. La pauvreté pousse aussi les gens à prendre des risques pour soutenir leurs familles. Ces risques comprennent les voyages à l'étranger pour chercher un emploi ou conserver des emplois par peur ou désespoir malgré des conditions de travail abusives.

PI. *Combien d'enfants travailleurs aux Philippines, et quels types de travaux sont-ils obligés d'effectuer ?*
CO. En 2011, l'Office national des statistiques des Philippines a indiqué qu'il y avait 5,5 millions d'enfants qui travaillaient dans le pays, 2,9 millions d'entre eux travaillaient dans des industries dangereuses comme les mines et les plantations. Le rapport a également révélé que 900 000 enfants avaient arrêté leur scolarité pour travailler.

Le secteur le plus important du travail des enfants est l'agriculture. Par exemple, en 2012, le Centre pour les droits syndicaux et les droits de l'homme a publié une étude montrant qu'un travailleur sur quatre dans les plantations d'huile de palme de la région du nord-est de Mindanao étaient des enfants de moins de 18 ans. Les autres secteurs concernés sont le travail domestique, la mendicité et la fouille des poubelles. Les enfants travaillent aussi dans les mines, les usines (y compris la pyrotechnie) et dans le commerce du sexe.

PI. *Comment se retrouve-t-on dans les mains d'un trafiquant ?*
CO. Il existe une idée fausse très répandue que la traite implique toujours l'enlèvement ou la contrainte physique. C'est parfois vrai. Les recruteurs sont cependant devenus plus sophistiqués dans leurs méthodes. Ils déploient tromperie et fausses promesses au début, et la violence vient plus tard. Ils ciblent souvent les communautés pauvres. Dans près de 50 % des cas de traite, les victimes connaissaient les trafiquants, qui étaient soit des parents éloignés ou des amis de la famille, ou tout au moins des connaissances de la communauté. Les recruteurs utilisent les réseaux sociaux informels pour gagner la confiance de leurs victimes.
Les recruteurs approchent généralement les victimes ou leurs parents et offrent des emplois attrayants, en omettant certaines informations sur la véritable nature du travail à effectuer. Dans certains cas, la famille de la victime se voit attribuer un *« acompte »* pour les inciter. Les recruteurs s'appuient aussi sur les médias sociaux pour publier de fausses offres d'emploi et encourager les victimes potentielles à

entrer en contact avec eux.
Lorsque l'exploitation commence, de nombreuses victimes sont incapables de fuir pour diverses raisons : leurs papiers leur ont été confisqués ; ils ne parlent pas la langue locale dans les pays étrangers ; ils se retrouvent soudainement endettés auprès de leurs recruteurs et de leurs employeurs qui leur facturent des frais cachés ; ils veulent à tout prix récupérer leur investissement initial versé dans les billets d'avion et les frais de placement ; et ils sont (avec leurs familles) l'objet de menaces physiques et psychologiques par les trafiquants.
Habituellement, le trafic est une activité hautement organisée. Les trafiquants à la tête des réseaux restent souvent anonymes, même s'ils en retirent les plus gros bénéfices. Les trafiquants primaires et secondaires identifient les sources d'approvisionnement et la demande, et procèdent aux recrutements physiques et au transport des victimes. Les trafiquants ont des sources régulières de faux documents falsifiés, et ont souvent de puissants appuis qui leur permettent de contourner la loi.

PI. *Qu'advient-il des personnes enrôlées pour du travail forcé ou l'industrie du sexe illicite ?*
CO. Elles sont totalement exploitées. Très souvent, leurs conditions de travail ne correspondent pas du tout aux termes indiqués dans leurs contrats de travail originaux. On fait signer à certaines d'entre elles des contrats de substitution avec des clauses différentes.
Elles peuvent se retrouver dans des maisons closes ou d'autres établissements de prostitution tels que les centres de massages et les spa, les Vidéokés [semblables aux karaokés] et les bars disco, mais aussi des usines, des plantations agricoles, des sites de pêche, et des maisons privées où elles sont destinées au travail domestique. On peut leur retirer leurs papiers ; elles peuvent être soumises à des violences physiques et psychologiques ; elles peuvent être invitées à consommer de l'alcool et de la drogue ; elles peuvent recevoir peu ou pas de salaire ; et leurs mouvements et contacts sociaux sont également sévèrement restreints.

Fournir de l'aide aux victimes

PI. *Comment se déroulent les interventions lorsqu'un membre de votre organisation a identifié une victime de la traite en transit ou à destination ?*
CO. Nous travaillons très étroitement avec les agences gouvernementales et les entreprises privées de transport maritime afin de nous assurer que nos interventions seront efficaces. Nous nous coordonnons avec la police locale ou le groupe de travail du Conseil inter-institutions contre la traite (IACAT) parce que nous ne disposons pas du pouvoir de procéder à des arrestations. Une fois secourues, les victimes sont débriefées et reçoivent des conseils, soit par des travailleurs sociaux du gouvernement ou des travailleurs sociaux accrédités par des organisations comme la nôtre. Elles peuvent ensuite être logées dans des abris gouvernementaux ou des abris accrédités comme le nôtre et reçoivent une assistance pour se réadapter et des conseils juridiques.

PI. *Pourriez-vous nous parler des refuges de la fondation Visayan Forum et des maisons de transition qui fournissent des services aux personnes qui ont été sauvées de la traite et de l'exploitation ? Et ce qui se passe ensuite ?*
CO. Le réseau de refuges et les maisons de transition à proximité des ports et des aéroports constituent le cœur des services de protection dispensé par Visayan Forum. Des travailleurs sociaux, des psychologues et des tuteurs travaillent 24 h sur 24, 7 jours sur 7 pour fournir des services tels que la collecte d'informations sur le profil et l'histoire des victimes, l'assistance psycho-sociale, les opérations d'interception et de sauvetage, les enquêtes et le dépôt des dossiers juridiques.
Ces centres sont des refuges pour la protection à long terme des témoins lorsque les victimes décident de lancer une action en justice. Lors de leurs séjours dans ces centres, les victimes reçoivent une formation aux compétences les plus utiles pour la qualité de vie, un accès à l'éducation, et un soutien psycho-social pour les aider à guérir et transformer leur vie, mais aussi pour les préparer à une vie autonome ou à retourner dans leurs familles. Certains reçoivent des bourses et sont envoyés à l'école tant qu'ils restent avec nous. Récemment, nous avons créé des opportunités d'entrepreneuriat pour les femmes et les filles qui sont logées dans nos abris.

PI. *Quels sont les succès remportés par votre organisation dans la lutte pour les droits des personnes pour les libérer de l'exploitation ?*
CO. Nous avons travaillé avec plus de 200 groupes locaux et internationaux socio-civiques, des organisations à but non lucratif, les organismes gouvernementaux et les institutions privées. Visayan Forum et nos partenaires sont venus en aide à 61 836 victimes de la traite et victimes potentielles. De 2006 à janvier 2010, 19 975 personnes ont terminé le programme Step Up mis en place par Visayan Forum, qui enseigne les compétences fondamentales, les compétences en informatique et pour la création d'entreprise aux victimes de la traite. 35 % des diplômés ont un emploi rémunéré et 30 % ont poursuivi des études supplémentaires. Nous

sommes fiers de détenir un siège à l'IACAT, ce qui nous permet d'aider à influencer l'ordre du jour de la politique nationale sur la traite.
Le partenariat de Visayan Forum avec le gouvernement philippin et les entreprises de transport privées a été reconnu mondialement comme une pratique exemplaire par le Département d'État américain dans son rapport 2005 sur l'exploitation des personnes. Ce modèle de groupe de travail nous permet d'identifier avec succès des situations de trafic dans les ports maritimes et les aéroports à travers le pays.
Le partenariat juridique de Visayan Forum avec les cabinets d'avocats White & Case, et Grasty Quintana Majlis & Cia, a remporté le Prix Impact Trust Law décerné par la fondation Thomson Reuters. Nous avons utilisé leurs recherches juridiques pour faire pression avec succès et faire passer une loi historique aux Philippines – la *« Magna Carta pour les travailleurs domestiques »* – qui a été adoptée en février 2013. Elle assure la protection et le bien-être à environ deux millions de travailleurs domestiques aux Philippines. Nous avons aussi contribué à faire pression sur le gouvernement philippin pour ratifier la Convention internationale de l'Organisation du Travail sur le travail décent.

Loi contre la traite des personnes

PI. *Pourriez-vous parler de la loi contre la traite des personnes votée en 2003 aux Philippines ? Et comment est-elle appliquée ?*
CO. Nous avons probablement l'une des meilleures lois anti-traite dans le monde. La loi pour la lutte contre la traite aux Philippines de 2003 a criminalisé le trafic à l'intérieur ou au-delà des frontières nationales et a rendu le consentement des victimes non pertinent si la tromperie ou la contrainte sont utilisées. Elle a également permis la création de l'IACAT pour coordonner et superviser les activités de lutte contre l'exploitation. La lutte contre la traite a été élargie dans la loi de 2012 qui renforce la loi existante en établissant des peines plus sévères pour les contrevenants et étendu les dispositions visant à protéger les victimes.
Dans l'ensemble, nous avons de solides programmes de sensibilisation et de prévention. Nos efforts pour engager des poursuites ont été renforcés, mais notre taux de condamnation est encore disproportionnellement faible pour la taille du problème, et le ratio de cas résolus sur le nombre de dossiers déposés reste problématique. Les Philippines ont aussi besoin de travailler sur un meilleur système de gestion des données pour le suivi des victimes. Cette information est essentielle pour que nous puissions cibler plus efficacement les interventions.
PI. *Quelle est l'importance de la remise en cause des mentalités et des comportements dans la lutte contre l'exploitation des personnes ?*
CO. Très importante. Une grande partie de la bataille implique des interventions culturelles. Nous devons rappeler aux parents leur devoir de protéger leurs enfants au lieu de les exposer à des abus pour le profit. Nous avons vu récemment plus de cas de parents complices de la traite de leurs enfants pour le cybersexe. Les enfants ne sont pas une propriété.
Nous avons également besoin de changer la mentalité de la société en matière de migration de main-d'œuvre à l'étranger comme source de notre salut économique. Nous voulons que les gens soient en mesure de choisir librement parmi des options de travail décentes. On ne devrait jamais être d'accord pour que les gens se sentent obligés de quitter le pays et de prendre des emplois à risque pour nourrir leurs familles. Nous devons également nous pencher sur la partie demande de l'équation : convaincre, fréquemment surtout des hommes, de ne pas acheter le sexe. Les travailleuses du sexe dans les Philippines sont très vulnérables et sujettes à des abus. Nous pouvons éduquer les consommateurs à être conscients de l'esclavage possible dans les chaînes d'approvisionnement des produits et services qu'ils achètent. Tous ces éléments vont exiger des changements culturels radicaux.

Pour plus d'informations : visayanforum.org

Philippines **Auteur** : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).
Thématiques : Société
Rubrique : Entretien